



HAL
open science

(Se) représenter un réseau professionnel. Les cartographies et annuaires associatifs comme outils de visibilité, d'information et de justification

Lionel Francou

► To cite this version:

Lionel Francou. (Se) représenter un réseau professionnel. Les cartographies et annuaires associatifs comme outils de visibilité, d'information et de justification. CIST2018 - Représenter les territoires / Representing territories, Collège international des sciences territoriales (CIST), Mar 2018, Rouen, France. pp.203-209. hal-01854527

HAL Id: hal-01854527

<https://hal.science/hal-01854527>

Submitted on 6 Aug 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

(Se) représenter un réseau professionnel. Les cartographies et annuaires associatifs comme outils de visibilité, d'information et de justification

AUTEUR

Lionel FRANCOU

RÉSUMÉ

La région de Bruxelles-Capitale est souvent représentée comme une ville duale, caractérisée par des fractures socio-spatiales nettes. Sur son territoire, de nombreuses politiques sont menées, par la Région elle-même, mais aussi par les communes, l'État fédéral ou les communautés linguistiques, notamment afin d'y accroître le « vivre-ensemble » ou, dit autrement, afin d'y réduire les tensions entre les différents individus et groupes sociaux. Certains territoires sont « prioritaires » au sens où ils sont l'objet de la plupart des discours politiques et médiatiques ainsi que d'une proportion importante des politiques publiques qui sont menées sur le territoire régional. Pour des raisons similaires, complémentaires ou opposées, les pouvoirs publics et les professionnels actifs sur le terrain éprouvent tous la nécessité de pouvoir présenter et se représenter un réseau professionnel à l'œuvre dans ces territoires, sans que les résultats soient toujours à la hauteur de leurs attentes.

MOTS CLÉS

Cartographie, enquête, réseaux professionnels, action publique, associations

ABSTRACT

The Brussels-Capital Region is often represented as a dual city, characterised by clear socio-spatial fractures. Within its territory, many policies are being pursued, not only by the Region itself, but also by the Communes, the Federal State or the Linguistic Communities, in order to increase the social cohesion or to reduce tensions between different individuals and social groups. Some territories are considered as a "priority" in the sense that they are the focus of the majority of political and media discourses as well as a significant proportion of public policy on the regional territory. For similar, complementary or opposite reasons, whether public authorities or professionals who are active on the ground, they all need to be able to present and represent a professional network at work in these territories, even though the results do not always meet their expectations.

KEYWORDS

Cartography, Inquiry, Professional networks, Public policy, Associations

INTRODUCTION

La région de Bruxelles-Capitale, de par l'hétérogénéité d'espaces et de populations qui la composent, est le plus souvent approchée comme une « ville duale », fortement marquée par différentes fractures socio-spatiales : entre son Nord et son Sud, mais aussi entre les deux côtés du canal qui marque une frontière physique et symbolique entre les communes plus aisées (du Sud et de l'Est) et celles qui font face à une accumulation de problèmes sociaux (pauvreté, chômage, immigration, échec scolaire...).

Si Donzelot (2009) a proposé un modèle de « ville à trois vitesses », la région bruxelloise

est, dans les représentations dominantes (de l'action publique, du sens commun ou de nature scientifique), souvent envisagée comme une ville divisée entre des quartiers pauvres et riches, ces derniers empiétant sur les premiers par différents processus de gentrification (Meert *et al.*, 1995 ; Van Criekingen, 2006). Pour d'autres auteurs, il faut dépasser l'échelle du « quartier » en observant la dissémination des pratiques des individus dans l'ensemble de la ville (Genard & Moritz, 2008), voire même chercher à saisir écologiquement les « tensions constitutives de l'espace urbain bruxellois dans ses multiples milieux et sous-milieux » (Berger & Van Hollebeke, 2017) pour obtenir une vue plus claire sur les nombreuses situations de coexistence qui demeurent et s'entremêlent un peu partout malgré les clivages socio-spatiaux significatifs qui divisent la ville-région.

De nombreuses politiques publiques et dispositifs cherchent à résoudre, ou tout le moins à atténuer, ces tensions qui portent atteinte au « vivre-ensemble », concept caractérisé par son flou qui lui garantit un certain succès parmi les responsables politiques et qui se retrouve tel quel dans certaines législations. Il est dès lors (re)mobilisé par les acteurs de terrain qui cherchent à le (re)définir, à lui donner un sens compatible avec leurs pratiques professionnelles, mais aussi à l'instrumentaliser (pour obtenir et conserver des financements, par exemple) ou à s'en distancier plus ou moins ouvertement.

Figure 1. Zone de revitalisation urbaine de la région de Bruxelles-Capitale

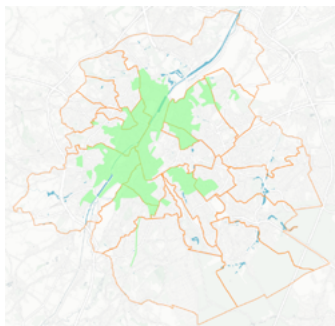
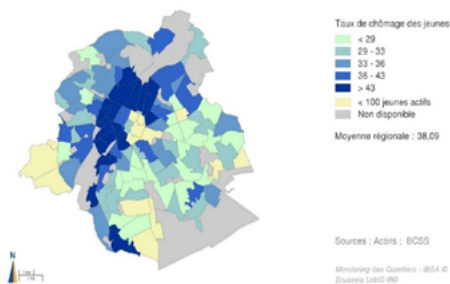


Figure 2. Taux de chômage des jeunes par quartiers de Bruxelles en 2012 (Monitoring des Quartiers)



Ainsi, sur le territoire de la région bruxelloise s'exerce une action publique protéiforme dans laquelle sont imbriqués, voire se superposent, une multitude de niveaux de pouvoirs,

d'institutions, de politiques publiques, de dispositifs, d'instruments et d'acteurs de terrain spécifiques, avec une importante concentration dans les territoires « prioritaires » tels que la zone du canal ou la commune de Molenbeek-St-Jean (fig. 1 et 2).

1. ÉBAUCHER DES INVENTAIRES ET DES CARTOGRAPHIES POUR RÉARTICULER LE RÉEL

Ma recherche doctorale en cours s'appuie sur la réalisation d'une cinquantaine d'entretiens (Beaud, 1996) d'une durée moyenne de 3 h sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale et sur une ethnographie combinatoire (Dodier & Baszanger, 1997) plus spécifiquement centrée sur la commune de Molenbeek-St-Jean. M'intéressant aux manières dont une diversité de mondes sociaux et professionnels se (ré)approprient des injonctions politiques diffuses pour former une « politique du vivre-ensemble » dans la métropole de Bruxelles, j'ai pu observer deux mécanismes de représentation des territoires par des (ébauches de) cartographies, qui découlent probablement d'une multiplication de politiques qui coexistent sur de mêmes territoires mais sont décidées et financées par différents niveaux de pouvoir concurrents.

D'une part, s'observe une logique *top-down* par laquelle les autorités publiques cherchent à rendre visible ce qui se fait sur le terrain, à l'aide des moyens qu'elles dégagent, et à connaître ce qui est fait, ce qui est d'autant plus difficile que la « politique du vivre-ensemble » à Bruxelles n'est pas constituée en tant que telle, qu'elle dépend de plusieurs niveaux de pouvoir et que ses dispositifs se chevauchent et se concurrencent. À la manière de la statistique (Desrosières, 2008) ou d'autres démarches et méthodes scientifiques (Deloye *et al.*, 2013), la cartographie est ainsi mobilisée pour gouverner, pour identifier les bonnes et les mauvaises recettes, pour évaluer l'impact d'une politique, mais aussi pour la rendre visible.

Il en va notamment ainsi du *monitoring* des équipements culturels en cours de réalisation par l'agence régionale Perspective.Brussels, qui vise à offrir une « base de données dynamique des équipements culturels et socio-culturels en région de Bruxelles-Capitale »¹. Pour ce faire, depuis plusieurs mois, « les gestionnaires des équipements culturels et socio-culturels sont invités à ajouter leurs lieux dans un questionnaire [en ligne] » afin de mettre en ligne courant 2018 « un moteur de recherche » censé permettre aux acteurs « de faire mieux connaître leurs lieux au public, au privé et aux associations » et « de trouver facilement un lieu pour l'organisation d'une activité culturelle ou socio-culturelle », grâce aux cartographies interactives qui s'y trouveront. Cet « outil d'observation et d'analyse territoriale » devra aussi aider « les pouvoirs publics à mieux orienter la localisation de l'offre en équipements et les activités s'y déroulant, sur base des besoins territoriaux ».

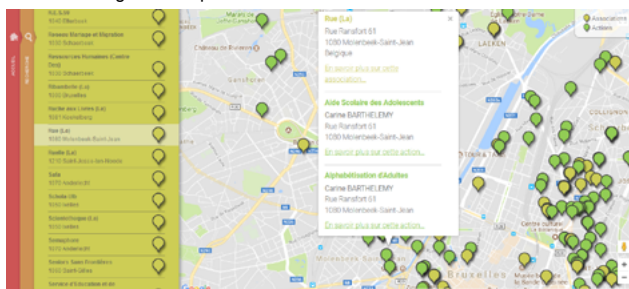
Quant au Répertoire de la cohésion sociale à Bruxelles (fig. 3), il est le fait du Centre régional d'appui en cohésion sociale (CRACS), une association chargée par la Région d'apporter à la fois un appui aux « opérateurs », « à l'administration » et « aux décideurs » tout en portant sur eux un « regard évaluatif » (entretien, chargé de mission), ce qui le place dans une position ambivalente. Soulignant l'intérêt d'une partie du travail que ses collègues et lui-même réalisent, visant à « quantifier [insistance] des problèmes politiques, tu vois, des questions politiques, de leur donner une traduction avec des projections de cartes... », il regrette dans la foulée que certains acteurs de terrain à qui ces représentations et modélisations sont ensuite présentées « ne comprennent pas ça, [...] pourquoi on fait ça [...] pour eux c'est le chiffre...

1 « Lancement du monitoring des équipements culturels », 02/12/16, site de *Perspective.Brussels* [perspective.brussels/fr/actualites/lancement-du-monitoring-des-equipements-culturels consulté le 12/09/17].

Ils sont dans une posture... hyper soupçonneuse donc... On [fer]ait dire aux chiffres ce qu'on veut... » (entretien, chargé de mission).

Ce site, dont l'URL mentionne le terme « atlas », propose à la fois un annuaire et une cartographie situant, à l'aide de Google Maps, les 232 associations et 455 projets financés dans le cadre de la politique de cohésion sociale de la Commission communautaire française (COCOF) de la région de Bruxelles-Capitale. Ses objectifs sont décrits en ces termes : « ce site internet permet à toute personne à la recherche d'une aide en matière de soutien scolaire, d'alphabétisation, d'apprentissage du français ou d'accueil des primo-arrivants de trouver l'action la plus appropriée à ses besoins et ses disponibilités. Il permet aussi aux coordinations locales, aux associations et aux intervenants sociaux de trouver les informations nécessaires à la création de synergies et de partenariats entre acteurs de la cohésion sociale des différentes communes »².

Figure 3. Répertoire de la cohésion sociale à Bruxelles



D'autre part, une logique *bottom-up* prend également forme, du fait que les acteurs de terrain eux-mêmes cherchent à présenter leurs actions et à se représenter de façon plus claire leur réseau professionnel (potentiel) qui ne se donne pas à voir en tant que tel, les réseaux institutionnels et les réseaux de pratiques ne se superposant pas entièrement (et parfois très peu, voire pas du tout). En réalisant une « enquête », au sens de Dewey (1993), ces acteurs cherchent à accroître la clarté et le sens d'une situation initiale confuse en reconstituant au passage la complexité du monde social dans lequel ils évoluent.

Réalisées par les acteurs sociaux eux-mêmes (à différents niveaux : local, communal ou régional), ces représentations cartographiques et annuaires cherchent à permettre une visibilité accrue d'organisations proches (en termes de territoires, d'objectifs...) avec lesquelles tenter de nouer des partenariats, ainsi qu'à informer les citoyens sur ce qui est fait, à attirer et à capter des publics pour leurs activités ou à justifier leur utilité par rapport aux institutions qui leur attribuent des fonds publics. Elles permettent aussi d'observer la concentration d'associations et de dispositifs qui visent certaines populations sur des territoires prioritaires de l'action publique.

Les 21 services AMO (accueil en milieu ouvert) de la région de Bruxelles-Capitale se sont quant à eux regroupés pour financer la réalisation d'un site web (fig. 4) et d'une grande carte imprimée dépliant les services offerts à la population : « une AMO octroie principalement une aide individuelle. Généralement, elle met à la disposition de son public une permanence sociale, selon des horaires qui lui sont propres et selon la vie du quartier où elle se situe. [...] Elle

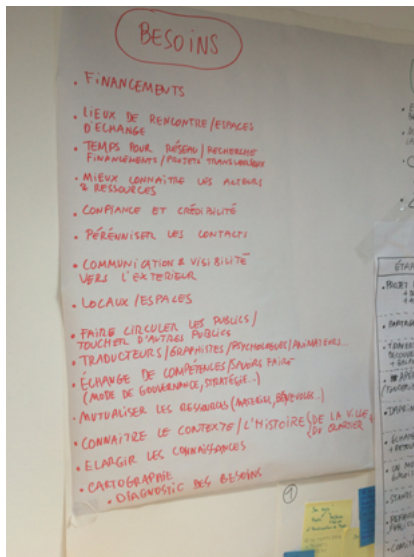
2 *Répertoire de la cohésion sociale à Bruxelles* [atlas.cbai.be consulté le 12/09/17].

prodigue son aide dans une perspective d'autonomisation. L'aide est gratuite et repose sur un principe de confiance ; les travailleurs des AMO sont soumis au secret professionnel »³. Ce site web doit également permettre aux publics-cibles, futurs usagers potentiels, de choisir une AMO adaptée à leurs besoins (par la spécificité des services qu'elle offre) et à proximité de chez eux. Lors d'un entretien avec un coordinateur d'AMO, celui-ci m'offre un exemplaire du dépliant papier après m'avoir parlé de cette carte alors qu'il m'expliquait la difficulté à savoir vers quels services orienter des jeunes ou adultes sur des thématiques qui ne sont pas du ressort de son association ou, au contraire, les embûches que d'autres acteurs publics ou associatifs peuvent rencontrer pour orienter convenablement vers une AMO un jeune ayant des problèmes. Alors que je le remercie, lui disant poliment que c'est « bien fait » et que cela aide sûrement à renseigner des jeunes en besoin de leurs services, il me dit, déçu ou dépité, qu'il ne pense pas que cela serve beaucoup, et que la plupart de ces cartes ont dû prendre la poussière sur des bureaux.

Figure 4. Carte des AMO sur le territoire régional de Bruxelles



Figure 5. Besoins identifiés collectivement par les participants



3 Carte des AMO de Bruxelles [amobxl.be consulté le 12/09/17].

À Molenbeek-St-Jean, une journée de rencontre a eu lieu après que des travailleurs de deux associations voisines aient fait le constat 1) de la méconnaissance des autres structures travaillant à proximité ; 2) de la nécessité de se mettre en réseau, d'autant plus dans le contexte de suspicion post-attentats qui a touché de plein fouet la commune et le secteur ; 3) de besoins partagés et de possibilités de mutualiser les forces (selon l'une des initiatrices, lorsqu'elle a présenté l'initiative lors d'une première matinée d'échanges). Parmi les besoins identifiés durant cet événement (fig. 5), auquel participaient plus de soixante travailleurs associatifs et sociaux ainsi que responsables de structures : la nécessité de dégager du « temps pour le réseau », de « mieux connaître les acteurs et ressources », de « pérenniser les contacts », de développer la « communication & visibilité vers l'extérieur » et de réaliser une « cartographie » (fig. 6). Les participants ont également initié un travail de cartographie collaborative visant à localiser les bâtiments de leurs structures sur une carte du quartier, qui devrait être amenée à évoluer ensuite dans sa forme pour pouvoir être « imprimée » et diffusée.

Figure 6. Cartographie collective par les participants



CONCLUSION

Cette question des formes de représentation des territoires « prioritaires » s'est ainsi imposée dans ma recherche inductive qui n'en faisait pas *a priori* une thématique centrale. Elle me semble d'autant plus importante qu'elle éclaire les difficultés rencontrées pour représenter ces territoires sur lesquels se focalisent les politiques publiques et l'attention médiatique. Les professionnels évoluant au sein de ces politiques, censés en avoir une connaissance fine, vu que ces espaces constituent leur terrain d'action, cherchent à pallier ce déficit de représentation. Ils partagent un besoin de se doter d'outils permettant d'obtenir une vue plus nette des problèmes sociaux qui se rencontrent sur le terrain, des dispositifs qui y sont mis en œuvre et du travail qui y est réalisé ; et ce d'autant plus que la réalité et la pertinence de ce dernier ont été grandement remises en cause, à Molenbeek-St-Jean surtout, mais aussi plus largement à Bruxelles, à la suite des attentats qui ont frappé la ville.

RÉFÉRENCES

Beaud S., 1996, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'"entretien ethnographique" », *Politix*, 9(35), p. 226-257.

- Berger M., Van Hollebeke S., 2017, « Bruxelles sous tensions. Quelques pistes pour une conceptualisation des formes et enjeux de la "mixité sociale" », in P. Ananian et B. Declève (dir.), *Montréal et Bruxelles en projet(s). Les enjeux de la densification urbaine*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, p. 175-188.
- Deloye Y., Ihl O., Joignant A. (dir.), 2013, *Gouverner par la science. Perspectives comparées*, Grenoble, PUG.
- Desrosières A., 2008, *Pour une sociologie historique de la quantification*. Paris, Presse des Mines.
- Dewey J., 1993 [1938], *Logique. Théorie de l'enquête*, Paris, PUF.
- Dodier N., Baszanger I., 1997, « Totalisation et altérité dans l'enquête ethnographique », *Revue française de sociologie*, 38(1), p. 37-66.
- Donzelot J., 2009, *La ville à trois vitesses*, Paris, éd. de La Villette.
- Genard J.-L., Moritz B., 2008, *Mixité et cohésion sociale. Note de réflexion*, rapport de recherche, SPP Intégration sociale, Bruxelles.
- Meert H., Mistiaen P., Kesteloot C., 1995, « Polarisation socio-spatiale et stratégies de survie dans deux quartiers bruxellois », *Espace Populations Sociétés*, n° 3, p. 277-290.
- Van Criekingen M., 2006, « Que deviennent les quartiers centraux à Bruxelles ? Des migrations sélectives au départ des quartiers bruxellois en voie de gentrification », *Brussels Studies*, n° 1.

L'AUTEUR

Lionel Francou

Université catholique de Louvain
CRIDIS/Metrolab Brussels
lionel.francou@uclouvain.be